

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Direction des Routes

Agence de Saint-Romain-de-Colbosc

Arrêté de restriction de circulation

Sur la route départementale D925 du PR 24+650 au PR 24+850, du PR 19+910 au PR 20+110, du PR 17+950 au PR 18+150, du PR 16+30 au PR 16+230, du PR 11+700 au PR 11+900 et du PR 10+760 au PR 10+960

Communes de Bretteville-du-Grand-Caux, Goderville, Écrainville, Saint-Sauveur-d'Émalleville, Hermeville et Manéglise

Travaux sur réseaux

Raccordement éolien Fécamp Sainneville

Prorogation de l'arrêté n°SRO21413ART du 31/08/2021

**Le Président du Département
de la Seine-Maritime
Arrêté n°SRO21472ART**

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 modifié par le décret n°2016-762 du 8 juin 2016 fixant la liste des routes à grande circulation,

VU l'arrêté n°2021-630 du 31 août 2021 de M. le Président du Département de la Seine-Maritime, accordant délégation de signature au Directeur Général des Services et l'arrêté n°2021-428 du 05 juillet 2021 de M. le Président du Département de la Seine-Maritime, accordant délégation de signature au Directeur Général Adjoint Aménagement et Mobilités,

VU la demande des entreprises SPAC, COLAS, BOUYGUES ENERGIE & SERVICES T&D / PV et ATS, en date du 16/09/2021, pour le compte de l'entreprise RTE DI Paris, maître d'ouvrage,

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet de la Région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, sous réserve du passage des transports exceptionnels,

VU l'avis réputé favorable de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Goderville,

VU l'avis réputé favorable de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Criquetot-l'Esneval,

VU l'avis réputé favorable de la Brigade de Gendarmerie Nationale d'Epouville,

Considérant que pour terminer les travaux sur réseaux, il y a lieu de proroger les mesures prescrites par l'arrêté n°SRO21413ART du 31/08/2021 au-delà du 17/09/2021 afin d'assurer la sécurité des usagers, des riverains et des personnes œuvrant sur ce chantier, il est nécessaire de réglementer la circulation,

ARRETE

L'arrêté n°SRO21413ART du 31/08/2021 pris pour la période du 01/09/2021 au 17/09/2021, est prorogé jusqu'au 01 octobre 2021 comme suit :

- ARTICLE 1 -

Du 18 septembre 2021 au 01 octobre 2021, de 08H30 à 16H30, la circulation de tous les véhicules sera restreinte sur la route départementale D925 du PR 24+650 au PR 24+850, du PR 19+910 au PR 20+110, du PR 17+950 au PR 18+150, du PR 16+30 au PR 16+230, du PR 11+700 au PR 11+900 et du PR 10+760 au PR 10+960 sur le territoire des communes de Bretteville-du-Grand-Caux, Goderville, Écrainville, Saint-Sauveur-d'Émalleville, Hermeville et Manéglise.

- ARTICLE 2 -

Pendant cette période et sur la même section, les mesures suivantes s'appliqueront :

- interdiction du stationnement,
- interdiction des dépassements,
- limitation de la vitesse à 50km/h,
- alternat par feux tricolores ou par piquets K10.

Le type d'alternat sera adapté en fonction du flux de circulation et sera conforme au dossier d'exploitation du chantier.

- ARTICLE 3 -

Afin de signaler les prescriptions applicables aux usagers des voies concernées, les panneaux de signalisation conformes à la réglementation seront fournis, posés, maintenus et déposés par les entreprises SPAC, COLAS, BOUYGUES ENERGIE & SERVICES T&D / PV et ATS et sous leur entière responsabilité.

- ARTICLE 4 -

Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis à vis du Département que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

- ARTICLE 5 -

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

- ARTICLE 6 -

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication. La saisine du Tribunal Administratif se fait par l'application "télécours citoyens" accessible par le site www.telerecours.fr, ou par courrier, à l'adresse suivante : 53 Avenue Gustave Flaubert, BP500, 76005 ROUEN Cedex 2.

- ARTICLE 7 -

Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation correspondant aux prescriptions des articles précédents.

- ARTICLE 8 -

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le responsable de l' Agence de Saint-Romain-de-Colbosc,
- Les entreprises SPAC, COLAS, BOUYGUES ENERGIE & SERVICES T&D / PV et ATS,
- M. le(s) Commandant(s) des brigades de Gendarmerie concernées.

dont une copie est transmise pour information à :

- M. le Préfet de la Région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur du SAMU 76,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Mme et MM. les Maires des communes concernées,
- Le maître d'ouvrage.

dont une copie est transmise pour publication au Recueil des Actes Administratifs du Département :

- M. le Directeur Général des Services Départementaux de la Seine-Maritime.

Signé par : François BELLOUARD
Date : 20/09/2021
Qualité : Le Directeur Général Adjoint Aménagement et Mobilités